



**Réglementation temporaire de la circulation /
Circulation interdite sur le pont du Turzon Chemin
de Chausson / Sondages géotechniques à
proximité**

Madame la Maire de SAINT GEORGES LES BAINS,

- . Vu la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- . Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- . Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- . Vu le Code de la Route ;
- . Vu le Code de la Voirie Routière ;
- . Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents ;
- . Vu la demande reçue le 19.01.2026 de l'entreprise GINGER CEBTP, 53 Rue Jean Zay 69800 SAINT-PRIEST ;
- . Considérant que pour permettre la réalisation de sondages géotechniques à proximité du pont du Turzon se situant Chemin de Chausson, une réglementation de la circulation est nécessaire.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – Afin de permettre à l'entreprise GINGER CEBTP de réaliser des sondages géotechniques à proximité du pont du Turzon se situant Chemin de Chausson, la circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit **du 09 février 2026 au 23 février 2026 inclus**, chemin de Chausson :

- **Circulation interdite** sur le pont du Turzon situé Chemin de Chausson
- **Circulation interdite sauf riverains** domiciliés Chemin de Chausson entre le pont et la Route de Saint-Marcel
- **Une déviation sera mise en place de la Route de Saint-Marcel vers la RD 86 et de la RD 86 vers le Chemin du Turzon**

ARTICLE 2 – La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 06.11.1992 et retirée à la fin des travaux.

ARTICLE 3 – Le demandeur reste responsable des accidents de toute nature et des dégradations qui pourraient être occasionnées, tant aux tiers qu'au Domaine Public Routier, et s'engage à supporter les frais de remise en état de la chaussée et de ses accotements.

ARTICLE 4 – Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 5 – Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 – Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- Mme le Maire de SAINT-GEORGES-LES-BAINS,
- M. le Commandant de Gendarmerie à LA VOULTE-SUR-RHONE,
- M. le Président de la C.C.R.C. / Service Voirie à GUILHERAND-GRANGES,
- L'entreprise GINGER CEBTP, demandeur.

FAIT A SAINT GEORGES LES BAINS, le 22.01.2026.

Le Maire,

Geneviève PEYRARD.